

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.98.646

23 décembre 1998

(98-5196)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des transports et des travaux publics L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information – Point d'information OTC-OMC des CE
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Récepteurs VOR et ILS
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Projet de règlement modifiant plusieurs règlements relatifs à la préparation et à l'exécution des vols
6.	<p>Teneur: Ce projet de règlement crée la possibilité d'effectuer des vols sous certaines conditions sans avoir à bord un équipement adapté aux prescriptions en matière d'"immunité MF", et ce jusqu'au 1^{er} janvier 2001 au plus tard.</p> <p>Comme indiqué dans une précédente notification, les autorités aéronautiques néerlandaises ont adopté, en relation avec la navigation aérienne sous autorisation IFR, l'intégralité des prescriptions de l'annexe 10 de la Convention OACI pour les récepteurs VOR et ILS. À compter du 1^{er} janvier 1998, ces récepteurs devaient être insensibles aux effets brouilleurs des stations de radio.</p> <p>Ces prescriptions dites d'"immunité MF" ont été reprises dans le Décret sur la surveillance de l'aviation, ainsi que dans des règlements ministériels qui sont modifiés par le projet de règlement présentement notifié.</p> <p>Or le remplacement des récepteurs VOR et ILS par les équipements requis pour le 1^{er} janvier 1998 semble s'être heurté à des difficultés en raison d'une offre insuffisante d'appareils. Aussi le texte présentement notifié modifie-t-il les règlements susvisés de façon à aménager la possibilité de déroger, au moins temporairement, à l'obligation d'avoir cet équipement à bord, sous réserve qu'il soit satisfait aux critères spécifiés.</p>
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Les conditions énoncées dans ce texte modificatif contribuent à faire en sorte qu'un niveau de sécurité au moins équivalent soit garanti.

	<p>Dans la région d'information de vol d'Amsterdam, il est procédé en permanence à une évaluation des aides à la navigation (VOR et/ou ILS) qui sont sensibles au brouillage, sur la base de la configuration de l'ensemble des émetteurs de radiodiffusion. Des restrictions peuvent ainsi être définies. Les zones posant problème à l'intérieur des Pays-Bas devront être recensées pour le 1^{er} janvier 2001 au plus tard.</p> <p>À l'échelle européennes, les <i>Joint Aviation Authorities</i> ont demandé aux États de préparer des exposés de position renfermant des analyses sur les endroits où des problèmes peuvent se poser dans l'espace aérien relevant de leur responsabilité, et de traduire les résultats de ces analyses en mesures concrètes, ce que vont faire les Pays-Bas pour les restrictions mentionnées plus haut. Étant donné que ces analyses ne sont pas obligatoires, il est possible que certains États ne les effectuent pas et présumant que les aéronefs de l'extérieur satisfont aux prescriptions en matière d'"immunité MF" de l'annexe 10 de la Convention OACI. Pour cette raison, il est demandé aux États de départ ou d'arrivée de vols effectués par des aéronefs ne disposant pas à bord des équipements adaptés prescrits de fournir un aval écrit et explicite.</p>
8.	<p>Documents pertinents:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loi sur l'aviation, article 8A - Décret sur la surveillance de l'aviation, articles 105, 114 et 116 - Partie I du volume I de l'annexe 10 (Télécommunications aéronautiques) de la Convention relative à l'aviation civile internationale (pages 13 et 24)
9.	<p>Date projetée pour l'adoption: 22 février 1999 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 1^{er} mars 1999</p>
10.	<p>Date limite pour la présentation des observations: 17 février 1999</p>
11.	<p>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de téléfax d'un autre organisme:</p>